

Société | Clairsienne et Domofrance : 60 ans d'innovation sociale



C'est au Rocher de Palmer qu'a été célébré, hier, le soixantième anniversaire de Clairsienne et Domofrance, deux Entreprises Sociales pour l'Habitat, acteurs historiques du logement social en Nouvelle-Aquitaine et filiales du Groupe Action Logement. Un événement que les organisateurs ont souhaité faire coïncider avec la quatrième édition de Pulsation.s. Une manifestation créée en 2016 par Clairsienne et dont l'objectif est de réunir les acteurs du développement urbain (pouvoirs publics, collectivités, bailleurs, associations, urbanistes, architectes, paysagistes, promoteurs, entreprises, usagers...) pour impulser, au sein d'un laboratoire actif, la ville de demain. Un débat d'idées orchestré par le journaliste Benjamin Bardel et qui s'est déroulé sous l'égide du sociologue François Dubet, grand témoin de cette rencontre dont le thème majeur était le lien social.

Organisée pour l'occasion conjointement par [Clairsienne](#) et [Domofrance](#), c'est donc au Rocher de Palmer qu'a eu lieu la quatrième édition de [Pulsation.s](#), un rendez-vous proposé en parallèle des soixante ans des deux structures initiales. Deux Entreprises Sociales pour l'Habitat dont les objectifs sont notamment de lutter contre la précarité en accompagnant les personnes et en proposant des logements aux plus démunis, de réduire l'exclusion et les fractures sociales en facilitant l'accès à l'emploi, à la formation ou à la santé ou encore de développer le lien social dans les quartiers grâce au bien-vivre collectif et individuel. Un regroupement souhaité par les organisateurs afin de donner, au travers d'un véritable questionnement, un sens plus profond à cette rencontre. Car loin d'être de simples « constructeurs de murs », comme le rappelle Daniel Palmaro, Directeur Général de Clairsienne, les deux organismes ont également un rôle social. « Créer du logement, ce n'est pas seulement construire mais aider les personnes dans leur projet de vie », précise-t-il, aussitôt suivi par Francis Stéphan, Directeur Général de Domofrance, plus explicite : « notre rôle est de construire du lien social pour permettre aux plus fragiles de se construire au travers du logement ».

Une action que les deux bailleurs sociaux se sont efforcés de mener à bien lors des six dernières décennies en réalisant plus de 40 000 logements neufs et relogant plus de 90 000 personnes en Nouvelle-Aquitaine.

Faire tomber les barrières pour créer du lien

Interpellé par Benjamin Bardel sur la question de la présumée fracture entre des quartiers tels que Bacalan, Les Aubiers ou Bordeaux Euratlantique et d'autres, plus anciens ou jouissant d'une meilleure réputation, Alain Juppé réplique : « contrairement à ce qui a été raconté, ces quartiers n'ont pas été abandonnés depuis trente ans. Par ailleurs, en 1996, j'ai lancé les zones franches urbaines pour attirer les entreprises dans des quartiers pas encore classés politique de la ville. Et ça a marché ! Aujourd'hui, c'est la Métropole qui est responsable de cette politique et pratique une gouvernance qui l'associe aux communes, aux bailleurs sociaux et aux associations, avec des résultats tout à fait satisfaisants ». Exemple ? Les coopérations avec les territoires périphériques, comme l'appel à projet destiné à faire bénéficier un secteur angoumois de l'attractivité de Bordeaux Euratlantique. Un enthousiasme que l'élu tempère, reconnaissant quelques écueils tels qu'une cohabitation parfois difficile aux Aubiers et à Ginko entre certains propriétaires et des locataires fraîchement installés ou encore les problèmes de malfaçons de certains logements qui ne facilitent pas les rapports de voisinage.

Des tensions que [François Dubet](#) explique par la mauvaise image de ces quartiers auprès du grand public et le peu de perspectives d'évolutions de leurs habitants : « aujourd'hui, pour plus de 90% des français, ces quartiers sont synonymes de violence et de chômage. Et puis avant, c'était une étape, une transition. On déménageait plus facilement. Aujourd'hui, il y a un phénomène d'enkystement social ». Il n'empêche. Forte de 92 000 étudiants et de plus en plus attractive, la métropole bordelaise a un besoin criant de logements sociaux. Une nécessité qui tombera bientôt sous le coup de [la loi Elan](#), logiquement votée le mois prochain. Un texte modifié la nuit précédente en présence de Christelle Dubos, Députée de Gironde et co-rapporteur de la loi qui souhaite pour sa part, « faire de la construction de logements mais pas en dépit du bon sens ou de la qualité et sur des territoires qui en ont besoin et pour le public qui en a besoin ».

Des initiatives originales

Directeur de l'association DIDEE-centres sociaux de Lormont, Franck Graffeuille préfère penser positif et évoque l'[Oasis, jardins partagés de Carriët](#) : « un espace de vie et de possibles que les gens s'approprient comme ils le souhaitent ». Un lieu de paix qui fonctionne bien, facteur de lien social, mais qui nécessite tout de même un encadrement pour éviter les abus et les dégradations. Autre initiative intéressante : celle de l'association [Ombre et Lumière, dont le Président Saïd Saadani](#), plombier de formation, a décidé de baisser ses tarifs contre échanges de bons procédés, créant ainsi un important réseau en faveur de l'emploi. Ou encore, les [Compagnons-Bâtisseurs de Nouvelle-Aquitaine](#) ; une association qui allie entraide, solidarité et apprentissage pour réaliser des travaux chez soi... ou chez les autres. Des initiatives où les bailleurs sociaux jouent souvent un rôle essentiel.



Le lien social pour lutter contre le chômage

Et un moyen de lutter tant contre l'isolement que contre le chômage, qui souvent l'accompagne. Une difficulté de retour à l'emploi qui peut fortement varier au sein d'un même territoire, les difficultés de déplacement ou d'accès à la formation étant accrues en zone rurale ou en fonction de l'âge. « L'insertion professionnelle, notamment des jeunes, est un combat. Leurs difficultés de logement étant un obstacle à l'ascenseur social. C'est un paradoxe : en Nouvelle-Aquitaine, nous sommes pratiquement champions de la réussite au Bac mais avons des difficultés sur la poursuite des études supérieures », note Alain Rousset. En ce sens, une convention a été signée en juin dernier entre [Action Logement](#) et le [CNOUS](#) pour [étendre le dispositif VISALE](#) ; la garantie de paiement du loyer étant désormais ouverte à tous les étudiants de moins de 30 ans. « En Aquitaine, on a construit en 2009 et 2010, 30% des logements étudiants neufs de France, 4000 logements ont été construits depuis 2005 et 92% du parc a été réhabilité », rappelle celui qui pointe aussi du doigt les problèmes de mobilité ou d'équipement pour les apprentis. La Région proposant depuis une aide financière pour passer le permis de conduire ou s'acheter du matériel de

travail. Autre cheval de bataille du Président Rousset : le maintien sur les territoires des CFA, MFR, lycées professionnels et tout organisme de formation, pour éviter la « métropolisation de toutes ces structures ». « Nous devons reprendre notre réflexion sur l'ascenseur social ». Une réflexion qui va se poursuivre bien au-delà de cette journée.

Emmanuelle Diaz

Crédit Photo : Aqvi.fr

Publié sur aqvi.fr le 21/09/2018

[Url de cet article](#)